

LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI
ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS
DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

SOUS LA PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE
FRANCE CHARBONNEAU, J.C.S., présidente
M. RENAUD LACHANCE, commissaire

AUDIENCE TENUE AU 500, BOUL. RENÉ
LÉVESQUE OUEST À MONTRÉAL (QUÉBEC)

LE 24 JANVIER 2013

VOLUME 51

NON-PUBLICATION

ODETTE GAGNON et DANIELLE BERGERON
Sténographes officielles

RIOPEL GAGNON LAROSE & ASSOCIÉS
215, rue St Jacques, Bureau 1020
Montréal (Québec) H2Y 1M6

COMPARUTIONS

POUR LA COMMISSION :

Me DENIS GALLANT,
Me SONIA LEBEL,
Me PAUL CRÉPEAU

INTERVENANTS :

Me SUZANNE GAGNÉ pour M. Martin Dumont
Me SIMON LAROSE pour Procureur général du Québec
Me BENOIT BOUCHER pour le Procureur général du Québec
Me ESTELLE TREMBLAY pour le Parti québécois
Me MARTIN ST JEAN pour la Ville de Montréal
Me DANIEL ROCHEFORT pour l'Association de la construction du Québec
Me SYLVIE CHAMPAGNE pour le Barreau du Québec
Me CAROLINE ISABELLE pour Ville de Laval
Me CHRISTINA CHABOT pour le Directeur général des élections
Me DENIS HOULE pour l'Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec
Me SIMON BÉGIN pour l'Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec
Me NADIA THIBAUT pour Constructions Frank Catania
Me MICHEL DORVAL pour Union Montréal
Me GENEVIÈVE GAGNON pour la Société Radio Canada
Me ÉRIC MEUNIER pour Corporation Sun Média, Groupe TVA et Québécor Média
Me MARK BANTEY pour CTV, Gesca, Global Television, Media Transcontinental, The Gazette, The Globe and Mail, Le Devoir
Me CLAUDE ARMAND SHEPPARD pour M. Frank Zampino
Me CATHERINE DUMAIS pour le Directeur des poursuites criminelles et pénales
Me JULIE MAUDE GREFFE pour le Directeur des poursuites criminelles et pénales

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

AUDIENCE EN NON-PUBLICATION

PLAIDOIRIE PAR Me PAUL CRÉPEAU..	4
DISCUSSION DE PART ET D'AUTRE.	19
PLAIDOIRIE PAR Me CLAUDE ARMAND SHEPPARD (suite)..	22
PLAIDOIRIE PAR Me GENEVIÈVE GAGNON..	30
PLAIDOIRIE DE Me MARK BANTEY..	48
PLAIDOIRIE DE Me ÉRIC MEUNIER	52
PLAIDOIRIE DE Me PAUL CRÉPEAU	53

1 L'AN DEUX MILLE TREIZE, ce vingt quatrième (24e)
2 jour du mois de janvier,

3

4 **AUDIENCE EN NON-PUBLICATION**

5

6 LA PRÉSIDENTE :

7 Maître Crépeau.

8 Me PAUL CRÉPEAU :

9 Oui, bonjour, Madame la Présidente.

10 LA PRÉSIDENTE :

11 Bienvenue pour la première fois.

12 PLAIDOIRIE PAR Me PAUL CRÉPEAU :

13 Merci. Bonjour. Alors, Madame la Présidente,
14 Monsieur le Commissaire, j'aimerais, pour peut être
15 orienter la prise de décision dans quelques
16 minutes, vous donner un résumé de la situation sur
17 la question de la requête en ordonnance de non
18 publication pour le témoignage de madame Isabelle
19 Toupin. On a eu plusieurs rencontres et, je vous
20 l'ai expliqué ce matin, il y avait un problème. On
21 a maintenant les notes sténographiques, on est
22 capable de travailler avec précision.

23 Je peux vous dire dès maintenant que sur
24 les témoignages, le témoignage rendu hier le vingt
25 trois (23) janvier, le cahier 50, il n'y a personne

1 qui a soulevé quelque objection que ce soit à ce
2 que l'ordonnance de non publication soit levée.
3 Alors, ceci c'est... il n'y a personne parmi tous
4 les participants, là, qui a quoi que ce soit à dire
5 à cet effet là. Les problèmes...

6 LA PRÉSIDENTE :

7 Alors, si je comprends bien, l'entièreté du
8 témoignage d'Isabelle Toupin ne fait l'objet
9 d'aucune contestation.

10 Me PAUL CRÉPEAU :

11 Aucune objection. Aucune contestation.

12 LA PRÉSIDENTE :

13 D'aucune partie.

14 Me PAUL CRÉPEAU :

15 D'aucune partie.

16 LA PRÉSIDENTE :

17 Bon.

18 Me PAUL CRÉPEAU :

19 On a bien dit du vingt trois (23) janvier, le
20 cahier 50 des notes sténographiques. Les problèmes
21 des parties et je vais maintenant vous pointer ce
22 qui peut sembler litigieux et par quelle partie.

23 LA PRÉSIDENTE :

24 Et je comprends que ça comprend également maître
25 Sheppard.

1 Me CLAUDE ARMAND SHEPPARD :

2 (Inaudible)

3 LA PRÉSIDENTE :

4 Merci.

5 Me PAUL CRÉPEAU :

6 Alors, il reste deux items maintenant. Alors, dans
7 les audiences de mardi, le vingt deux (22), le
8 cahier 49 des notes sténographiques, à la page...

9 LA PRÉSIDENTE :

10 Moi, je ne l'ai pas, hein! Est ce qu'on les a?
11 Alors, si vous ne nous avez pas fourni le cahier,
12 je ne l'ai pas.

13 Me PAUL CRÉPEAU :

14 O.K. Me permettez vous, parce que je vois l'heure
15 qu'il est, de tout simplement vous annoncer où se
16 trouvent les débats et...

17 LA PRÉSIDENTE :

18 O.K. Allez y.

19 Me PAUL CRÉPEAU :

20 ... parce que les notes, on les a eues, comme je
21 vous dis, à la dernière minute. Dans le...

22 LA PRÉSIDENTE :

23 Je ne vous fais pas de reproche.

24 Me PAUL CRÉPEAU :

25 Merci. Dans le cahier, comme je vous dis, le vingt

1 deux (22) janvier, c'est le cahier 49 des notes
2 sténographiques, à la page 70, à la ligne 25, la
3 toute dernière ligne, il y a le nom de monsieur
4 [REDACTED] qui a été mentionné hier, son nom
5 est mentionné deux fois dans la même phrase. C'est
6 la position du DPCP ainsi que de votre procureur
7 que, dans ce cas ci, il s'agit d'un tiers innocent
8 qui n'a rien à voir et nous allons vous demander
9 conjointement de caviarder ce nom là. Et je peux
10 vous résumer la position des parties.

11 Les trois procureurs, au nom des médias,
12 n'y voient pas d'objection. Je crois que ce sont
13 les bons termes à employer. Et maître Sheppard non
14 plus n'y voit pas d'objection. Alors, nous vous
15 demandons de caviarder ce nom là.

16 Quant au reste, il n'y a pas d'autres
17 demandes sauf celle... la requête de maître
18 Sheppard, et je vais vous orienter rapidement. Et
19 maître Sheppard a des objections, qu'il vous fera
20 valoir tout à l'heure. Dans ce même cahier là, du
21 vingt deux (22) janvier, Volume 49, c'est à partir
22 de la page 84. Et ses objections se trouvent de la
23 page... je vais même vous cibler les lignes, de la
24 page...

25

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Du vingt deux (22) janvier.

3 Me PAUL CRÉPEAU :

4 Oui. Alors, c'est à la page... de la page 84 à 96.

5 Et je vais même vous donner le détail. À la page 84
6 c'est de la ligne 2 allant jusqu'à la ligne 2 de la
7 page 85.

8 LA PRÉSIDENTE :

9 Hum hum.

10 Me PAUL CRÉPEAU :

11 À la page 86, c'est à la ligne 8 à 24
12 inclusivement.

13 LA PRÉSIDENTE :

14 Hum hum.

15 Me PAUL CRÉPEAU :

16 Page 87, c'est la ligne 13 à 19 inclusivement. Page
17 88, lignes 10 à 15 inclusivement. Page 90, ligne 16
18 à la ligne 21 inclusivement, de la page 91. À la
19 page 92, lignes 10 à 12.

20 LA PRÉSIDENTE :

21 Je présume que c'est à chaque fois qu'on mentionne
22 le nom de monsieur Zampino?

23 Me PAUL CRÉPEAU :

24 Et le contexte. C'est uniquement dans cette
25 relation là. Et la dernière mention contestée se

1 trouve à la page 96, lignes 5 à 24 inclusivement.
2 Ce qui met fin à la demande, en fait, de maître
3 Sheppard. Et, comme je vous dis, c'est... le
4 contexte c'est toujours le nom de monsieur Zampino
5 et le contexte qui l'entoure.

6 LA PRÉSIDENTE :

7 Et quelle est la position des parties relativement
8 à ça?

9 Me PAUL CRÉPEAU :

10 La position du DPCP et de vos procureurs est qu'il
11 n'y a pas de nécessité de caviarder cette partie là
12 et je pense que c'est la même de la part des
13 médias.

14 Me GENEVIÈVE GAGNON :

15 En fait, je vous dirais qu'on s'y objecte
16 fortement, pour ma part. Et peut être juste pour
17 revenir tout à l'heure sur la question du nom de
18 [REDACTED], pour ma part, je m'en
19 remets à votre décision. Voilà.

20 Me PAUL CRÉPEAU :

21 Alors, c'est l'état de cette demande là. Et le
22 fardeau est à maître Sheppard.

23 Me CLAUDE ARMAND SHEPPARD :

24 Est ce que vous me permettez une précision? J'avais
25 également indiqué des objections à deux pages du

1 PowerPoint.

2 Me PAUL CRÉPEAU :

3 Oui. Vous m'excuserez, Maître Sheppard, je l'ai
4 complètement oublié. C'est parce que je n'ai pas le
5 PowerPoint devant moi et je n'ai pas... et, là
6 dessus, je ne sais pas si les pages sont
7 numérotées, maître Sheppard nous dira qu'il s'agit,
8 je pense, de la page intitulée, vers la fin du
9 PowerPoint...

10 Me CLAUDE ARMAND SHEPPARD :

11 « Principaux acteurs ».

12 Me PAUL CRÉPEAU :

13 ... « Principaux acteurs ».

14 Me CLAUDE ARMAND SHEPPARD :

15 Et la portion de la page suivante où il y a les
16 flèches et le nom et la photo de monsieur Zampino.

17 Me PAUL CRÉPEAU :

18 Alors, la page qui s'appelle « Principaux acteurs »
19 et la page qui s'appelle « Résumé du stratagème »
20 pour enlever... ce n'est pas une objection sur
21 toute la page mais c'est pour enlever le nom de
22 monsieur Zampino et de monsieur Gauthier.

23 Me CLAUDE ARMAND SHEPPARD :

24 Et la photo.

25

1 Me PAUL CRÉPEAU :

2 Et la photo.

3 LA PRÉSIDENTE :

4 O.K.

5 Me PAUL CRÉPEAU :

6 Voilà l'état du débat.

7 LA PRÉSIDENTE :

8 Je vous écoute. Maître Sheppard, combien de temps
9 vous en avez, à peu près, approximativement?

10 Me CLAUDE ARMAND SHEPPARD :

11 Je me targue toujours d'être bref mais... pas plus
12 de dix (10) minutes.

13 LA PRÉSIDENTE :

14 C'est juste pour savoir si on le fait maintenant ou
15 après la pause, c'est tout. On peut vous entendre,
16 si vous êtes prêt et si ça vous convient.

17 Me CLAUDE ARMAND SHEPPARD :

18 Bien, je préférerais qu'on le fasse après la pause
19 parce qu'il y aura mes collègues qui ont
20 certainement un autre point de vue, puis peut être
21 que j'aurai une réplique.

22 LA PRÉSIDENTE :

23 Oui, mais l'un n'empêche pas l'autre.

24 Me CLAUDE ARMAND SHEPPARD :

25 Non, non, je sais, mais... enfin, si vous préférez

1 je...

2 LA PRÉSIDENTE :

3 Qu'est ce qu'on préfère, qu'est ce que vous
4 préférez?

5 Me GENEVIÈVE GAGNON :

6 Pour ma part, je suis prête à continuer, il n'y a
7 pas de problème.

8 LA PRÉSIDENTE :

9 O.K.

10 Me ???:

11 Également.

12 LA PRÉSIDENTE :

13 O.K. Mais, alors, allons y.

14 Me CLAUDE ARMAND SHEPPARD :

15 Ma préoccupation est centrée totalement et
16 uniquement sur la protection du droit à un procès
17 juste et équitable devant jury qui doit débiter
18 bientôt de monsieur Zampino.

19 LA PRÉSIDENTE :

20 Alors, vous dites bientôt. Moi, cette question
21 là... d'abord, pour commencer, pourriez vous
22 m'indiquer, et je ne vous interromprai pas comme ça
23 tout le temps, juste sur cette question là bien
24 précise. Est ce que... d'abord, quelle est la durée
25 projetée de ce procès là?

1 Me CLAUDE ARMAND SHEPPARD :

2 Je ne peux pas vous répondre, mais ça va être un
3 procès qui devrait être très long. Il y a...

4 LA PRÉSIDENTE :

5 Très long, comme trois semaines, trois mois ou un
6 an?

7 Me CLAUDE ARMAND SHEPPARD :

8 On parle de mois. Ce n'est pas moi qui m'occupe du
9 procès criminel en tant que tel, mais je pense
10 qu'il y a dix accusés, il y a une preuve, donc il y
11 aura de nombreux avocats et on m'a laissé entendre
12 qu'on parlait de plusieurs mois.

13 LA PRÉSIDENTE :

14 O.K. Mais moi quand vous me dites le procès va
15 avoir lieu de façon récente, ça, ça ne me suffit
16 pas. Je voudrais savoir quand, de façon
17 raisonnablement... quand on peut s'attendre de
18 façon raisonnable à ce que le procès ait lieu?

19 Me CLAUDE SHEPPARD :

20 Les accusés sont convoqués pour le quatre (4) mars.

21 LA PRÉSIDENTE :

22 Hum, hum.

23 Me CLAUDE ARMAND SHEPPARD :

24 À cette date là, un procès sera fixé. C'est évident
25 que si on a procédé, le Procureur général a procédé

1 par une mise en accusation directe, c'est parce
2 qu'il voudrait que le procès aille rondement et je
3 ne peux pas vous dire ça va débiter au mois
4 d'avril, au mois de mai.

5 LA PRÉSIDENTE :

6 Moi je peux vous dire que c'est sûr que ça ne
7 procédera pas ni au mois d'avril ni au mois de mai,
8 simplement par expérience. Quand on vient chercher
9 un procès à l'appel des causes au mois de mars et
10 que vous me dites que c'est un procès qui dure
11 pendant plusieurs mois. À moins que vous ayez
12 choisi depuis longtemps votre date, c'est sûr que
13 vous n'aurez pas votre date au mois d'avril. C'est
14 impossible.

15 Me CLAUDE ARMAND SHEPPARD :

16 Ça je sais.

17 LA PRÉSIDENTE :

18 Oui. Bon, alors, vous le savez.

19 Me CLAUDE ARMAND SHEPPARD :

20 Je sais que ça ne sera pas au mois d'avril, mais
21 vous me demandez quand, en toute honnêteté...

22 LA PRÉSIDENTE :

23 Je comprends que vous n'avez jamais réservé votre
24 date.

25

1 Me CLAUDE ARMAND SHEPPARD :

2 Exactement.

3 LA PRÉSIDENTE :

4 Bon. Est ce que je peux simplement m'adresser au
5 DPCP quant à cette question là uniquement?

6 Me CATHERINE DUMAIS :

7 Effectivement, le procès est d'une durée prévue à
8 ce stade ci d'environ six mois devant jury. J'ai pu
9 contacter monsieur le juge Vincent qui est le juge
10 coordonnateur de la Chambre criminelle à la Cour
11 supérieure et au niveau d'un horizon, bien sûr,
12 c'est spéculatif, mais on parle de janvier deux
13 mille quatorze (2014). Donc...

14 LA PRÉSIDENTE :

15 Est ce que le juge Vincent a été mis au courant que
16 le procès devait durer six mois?

17 Me CATHERINE DUMAIS :

18 Oui, Madame.

19 LA PRÉSIDENTE :

20 Parfait. O.K. On parle de janvier deux mille
21 quatorze (2014).

22 Me CATHERINE DUMAIS :

23 Oui.

24 Me CLAUDE ARMAND SHEPPARD :

25 Mais à moins de prendre pour acquis que les

1 citoyens et citoyennes qui seront appelés à former
2 le jury n'ont pas de mémoire et ne seront pas
3 influencés par ce qu'ils lisent ou entendent ou
4 voient. Le fait que le procès débute dans quelques
5 mois plutôt que dans deux ans, dans trois ans ne
6 devrait pas être un facteur, je pense qu'il y a une
7 proximité telle entre la divulgation des portions
8 auxquelles nous nous objectons et un procès qui
9 va... prenons pour acquis qu'il va débiter à la
10 date qu'on nous indique, qu'il y a un danger de
11 priver monsieur Zampino du procès juste et
12 équitable auquel il a droit.

13 J'ai, et les pages qu'on vous a données
14 sont exactement celles que nous avons identifiées,
15 on se limite strictement, comme vous l'avez observé
16 vous même, à ce qui vise monsieur Zampino dans le
17 témoignage en question et, évidemment, le problème,
18 vous n'avez pas devant vous la transcription, et je
19 ne pense pas que ce sera nécessaire pour les fins
20 de ce que j'ai à vous dire, que vous l'avez. Dans
21 tous les passages qui ont été identifiés par moi,
22 ce sont des passages qui portent directement sur la
23 thèse que la Sûreté du Québec présente à l'égard du
24 rôle qu'aurait joué monsieur Zampino dans les faits
25 qui ont produit les accusations que vous

1 connaissez. Et ce que je vous demande, en d'autres
2 termes, c'est que ces lignes là, au complet, soient
3 caviardées. Évidemment, on pourrait toujours
4 caviarder uniquement un nom mais ça rendrait le
5 tout un peu ridicule. Je vous donnerais un exemple
6 que je prends à la page 84, le témoin dit, je cite
7 à partir de la ligne 13 , témoignant dans le
8 contexte de l'enquête Faufil, je cite « On voit,
9 entre autres, les liens entre les acteurs du projet
10 et ce qui est intéressant de voir, on voit la Ville
11 de Montréal, entre autres monsieur Frank Zampino,
12 qui a des liens avec Martial Fillion de la SHDM,
13 Frank Zampino, etc. ».

14 Tous les passages qu'on a identifiés sont à
15 l'avenant, ce ne sont pas des passages où on parle
16 simplement des fonctions de président des comités
17 exécutifs, par exemple, à la page 87, le témoin
18 dit, à partir de la ligne 14 :

19 C'est tout à fait logique que Bernard
20 Trépanier parle à Frank Zampino
21 mais... ça continue son
22 implication au niveau des
23 communications on ne peut
24 s'expliquer... pardon on ne
25 s'explique pas le rôle de monsieur

1 Trépanier et vouloir aller davantage
2 dans le concret, je rentrerais
3 davantage dans le dossier d'enquête,
4 là.

5 Donc, on fait allusion, par implication, à un
6 comportement que la police considère criminel.

7 LA PRÉSIDENTE :

8 Si vous me permettez, Maître Sheppard, pour que
9 l'exercice auquel vous vous livrez ait un mérite
10 plus grand pour moi, je dois, pour nous, je pense
11 que nous devons avoir la transcription pour voir ce
12 que vous nous citez et le contexte dans lequel
13 c'est fait. Alors je pense, et même si on siège
14 jusqu'à deux heures (14 h 00), on ne sera pas
15 d'avance de toute façon parce qu'il va falloir
16 qu'on arrête un petit peu pour se sustenter, même
17 si c'est dix (10) minutes. Alors, de telle sorte
18 que je pense qu'on serait mieux de faire l'exercice
19 à deux heures (14 h 00) plutôt.

20 Me CLAUDE ARMAND SHEPPARD :

21 Parfait.

22 LA PRÉSIDENTE :

23 Merci.

24 SUSPENSION DE L'AUDIENCE

25 _____

1 REPRISE DE L'AUDIENCE

2 LA PRÉSIDENTE :

3 Bon après midi. Je pense que nous sommes en
4 publication maintenant. En non pub! Alors, on va
5 continuer en non pub. J'aurais aimé aviser les gens
6 qu'on était en non pub, mais... Continuez.

7 DISCUSSION DE PART ET D'AUTRE

8 Me GENEVIÈVE GAGNON :

9 Madame la Présidente.

10 LA PRÉSIDENTE :

11 Oui.

12 Me GENEVIÈVE GAGNON :

13 Oui, si vous me permettez, peut être avant que mon
14 collègue continue ses représentations, je comprends
15 qu'il était dans des représentations sur sa
16 requête...

17 LA PRÉSIDENTE :

18 Oui.

19 Me GENEVIÈVE GAGNON :

20 ... et que, donc, il n'y a pas eu de preuve qui a
21 été faite. Moi, j'avais quelques articles de
22 journaux à déposer, on verra si c'est utile ou pas
23 en cours de représentations, mais peut être que
24 c'est le bon moment pour le faire pour que... je
25 les ai remis à mon collègue, là, pour qu'il puisse

1 avoir le bénéfice de les avoir dans le cadre de ses
2 représentations. Alors, je voulais les déposer
3 peut être maintenant.

4 LA PRÉSIDENTE :

5 Mais quand vous dites qu'il n'y a pas eu de preuve
6 qui a été faite...

7 Me GENEVIÈVE GAGNON :

8 À part celle qui était au soutien de la requête,
9 là, je comprends.

10 LA PRÉSIDENTE :

11 Oui.

12 Me GENEVIÈVE GAGNON :

13 Oui, oui, oui, tout à fait. Je n'étais pas en train
14 d'argumenter, simplement de faire de la cuisine à
15 ce moment ci.

16 LA PRÉSIDENTE :

17 Parfait.

18 Me GENEVIÈVE GAGNON :

19 Alors, si vous me permettez, je pourrais peut être
20 déposer tout de suite... J'ai deux articles, là,
21 que je voulais déposer. Je pense que mon collègue
22 maître Meunier en aura également.

23 Me ÉRIC MEUNIER :

24 Effectivement.

25

1 Me GENEVIÈVE GAGNON :

2 Je ne connais pas très bien vos règles au niveau
3 des cotes. Est ce qu'on doit les coter au soutien
4 de la requête ou...

5 LA GREFFIÈRE :

6 Non.

7 Me GENEVIÈVE GAGNON :

8 Non, ça va aller.

9 LA PRÉSIDENTE :

10 On va assimiler...

11 Me GENEVIÈVE GAGNON :

12 Merci.

13 LA PRÉSIDENTE :

14 ... ces documents là comme étant de la
15 jurisprudence, au même titre que quand on plaide au
16 soutien de la requête, un élément et ça devient des
17 pièces au soutien de la requête.

18 Me GENEVIÈVE GAGNON :

19 Je suis tout à fait d'accord.

20 LA PRÉSIDENTE :

21 Je ne pense pas qu'on soit obligé de les coter
22 comme telles.

23 Me GENEVIÈVE GAGNON :

24 Merci.

25

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Allez y, je vous écoute, Maître. Et là vous étiez
3 rendu à la page 87, ligne 14 du...

4 PLAIDOIRIE PAR Me CLAUDE ARMAND SHEPPARD (suite) :
5 Oui. Du vingt deux (22)...

6 LA PRÉSIDENTE :
7 ... vingt deux (22) janvier.

8 Me CLAUDE ARMAND SHEPPARD :
9 ... janvier, volume 49.

10 LA PRÉSIDENTE :
11 Parfait. Je vous écoute.

12 Me CLAUDE ARMAND SHEPPARD :
13 À la page 88, ligne 11... plutôt 12, le témoin
14 dit...

15 LA PRÉSIDENTE :
16 Donc, vous me pointez la page 88, ligne 12, c'est
17 ça?

18 Me CLAUDE ARMAND SHEPPARD :
19 12 à 15.

20 LA PRÉSIDENTE :
21 O.K.

22 Me CLAUDE ARMAND SHEPPARD :
23 Pour attirer votre attention sur les passages qui,
24 selon nous, ne devraient pas être publiés. Là c'est
25 le témoin de la Sûreté du Québec qui dit, je cite :

1 [...] on lui a demandé de quitter ses
2 fonctions et on lui a demandé parce
3 qu'il était trop présent dans le
4 bureau de monsieur Zampino, entre
5 autres [...]

6 LA PRÉSIDENTE :

7 Mais, en quoi est ce que ça vient désavantager
8 monsieur Zampino?

9 Me CLAUDE ARMAND SHEPPARD :

10 Ça vient désavantager monsieur Zampino comme tous
11 les autres passages parce que ça fait partie d'un
12 ensemble d'éléments que le témoin présente dans le
13 but d'établir, comme le PowerPoint l'indique, un
14 prétendu stratagème, une technique des complots et
15 que tout ça va contribuer à empoisonner davantage
16 un jury éventuel. Et je pourrais vous dire que le
17 raisonnement que je vous demande d'accepter dans ce
18 cas ci est absolument identique au raisonnement que
19 le directeur des poursuites criminelles fait dans
20 ses propres demandes, par exemple, au sujet d'un
21 autre témoin. La crainte...

22 LA PRÉSIDENTE :

23 Oui, mais c'est parce que, Maître Sheppard, ce
24 passage là, là, il me semble plutôt être en faveur
25 de monsieur Zampino qu'être contre lui. Parce qu'on

1 dit que monsieur Trépanier est trop près de
2 monsieur Zampino puis on demande à monsieur Zampino
3 de quitter pour ne pas être... parce qu'il était
4 trop présent dans le bureau de monsieur Zampino.

5 Me CLAUDE ARMAND SHEPPARD :

6 Je ne veux pas plaider ma cause qu'un autre...
7 qu'un tribunal va entendre, mais si le témoin de la
8 sûreté mentionne ça comme un élément pertinent, il
9 est fort probable que d'autres pourraient
10 interpréter ça comme quelque chose à charge à
11 l'égard de monsieur Zampino dans l'ensemble d'un
12 complot. On peut aisément tirer la conclusion que
13 si monsieur Trépanier était trop présent dans le
14 bureau de monsieur Zampino c'était avec l'accord ou
15 l'assentiment de monsieur Zampino.

16 À la page 90, à partir de la ligne 23, et à
17 la page suivante on fait état... enfin, le témoin
18 fait état du fait que Martial Filion se targuait de
19 tout faire... tous différends, toutes difficultés,
20 il s'en rapportait à Frank ou à... je dis ça entre
21 guillemets, ou à monsieur Zampino. Non seulement il
22 y a la fragilité de cette preuve mais la suggestion
23 était très nettement incriminante à l'égard de
24 monsieur Zampino, si elle était exacte.

25 À la page 96, à partir de la ligne 5 jusque

1 pratiquement en bas de la page...

2 LA PRÉSIDENTE :

3 Je comprends que, la page 92, vous n'avez pas de
4 difficulté?

5 Me CLAUDE ARMAND SHEPPARD :

6 Non. J'essaie d'attirer votre attention sur le
7 minimum d'éléments qui nous paraissent dangereux
8 pour un procès équitable. Alors, j'en étais à la
9 page 96, à partir de la ligne 12, je n'ai pas
10 besoin de vous la lire à haute voix. C'est le
11 témoin de la Sûreté du Québec qui vient décrire un
12 rôle que l'on attribue à monsieur Zampino, qui est
13 incriminant, ce n'est pas une discussion neutre ou
14 une présentation objective, monsieur Zampino est né
15 à tel endroit, il exerce telle fonction.

16 Maintenant, quant au PowerPoint...

17 LA PRÉSIDENTE :

18 Donc, c'est la ligne 12 jusqu'à quelle autre ligne?
19 De la ligne 12 à la ligne 24?

20 Me CLAUDE ARMAND SHEPPARD :

21 Exactement. Quant au PowerPoint, il y a deux pages
22 seulement qui nous posent un problème, il y a la
23 page qui est, je pense, la quatrième de la fin,
24 intitulée « Principaux acteurs ». C'est la mention
25 de monsieur Zampino. Et, à la page suivante, qui

1 est intitulée « Résumé du stratagème », on présente
2 comme coupable, à toutes fins pratiques, du
3 stratagème que l'on a décrit dans les pages
4 précédentes, dans le carré de droite, le nom et la
5 photo de monsieur Zampino. Et ce que nous demandons
6 c'est que l'on caviarde cette portion là et, bien
7 entendu, les flèches qui sont dirigées vers
8 monsieur Zampino, quoique si son nom et sa photo
9 disparaissent, ça n'a pas d'importance si les
10 flèches sont dirigées dans le vide.

11 Mes savants amis vont peut être soutenir
12 qu'on a déjà beaucoup parlé de cette affaire dans
13 les médias. Ce n'est pas une raison, je vous le
14 soumets en toute objectivité, pour continuer ce qui
15 est une sorte de campagne de presse qui peut faire,
16 je ne devrais pas utiliser le terme campagne de
17 presse, parce que je ne prétends pas qu'il y avait
18 une motivation condamnable dans la couverture
19 médiatique. Mais une couverture médiatique énorme,
20 c'est le passé, c'est arrivé dans les mois
21 antérieurs. On approche d'un procès par jury. Je ne
22 vois pas comment on peut justifier le fait qu'on
23 ait, peut être en dehors de la volonté des
24 participants, mis en péril la possibilité pour
25 l'accusé que je représente d'avoir un procès juste

1 et équitable de ne pas prendre des précautions
2 quand on est en mesure de le faire.

3 Et sans aller plus loin que nécessaire,
4 j'ai pris connaissance d'une autre requête que vous
5 avez et qui sera plaidée devant vous par le
6 directeur des poursuites criminelles à l'égard d'un
7 témoin que vous avez entendu. Et toutes les raisons
8 invoquées dans cette requête pour demander la non
9 publication de certains témoignages, pour protéger
10 un procès équitable. Dans l'intérêt de tout le
11 monde, parce que nous savons tous quelles vont être
12 les conséquences s'il n'y a pas de possibilité
13 d'avoir un procès équitable. Je pense que dans
14 l'intérêt de la saine administration de la justice,
15 ce que je demande au nom de mon client est plus que
16 raisonnable et n'empêche pas les médias et le
17 public, les médias de couvrir, le public de savoir
18 à peu près tout ce qu'il faut savoir sur ce qui se
19 passe au cours de cette enquête, de ce qui est dit,
20 de ce qui est révélé ou allégué.

21 Alors, j'ai pris connaissance, je dois
22 dire, de la jurisprudence que vous avez établie au
23 cours de cette enquête. Donc, il n'est pas
24 nécessaire pour moi, je pense, de réitérer quels
25 sont les critères. Mais je crois que dans le

1 contexte, la recherche de la vérité qui vous est
2 impartie, n'est pas entachée ou mise en péril par
3 la protection des droits de mon client. Merci.

4 LA PRÉSIDENTE :

5 Juste un instant, Maître Sheppard. Je veux juste
6 être certaine parce que ce matin je n'avais pas les
7 cahiers avec moi. Alors, quand vous avez parlé de
8 la page 84, je veux juste savoir quelle ligne
9 exactement vous faites appel?

10 Me CLAUDE ARMAND SHEPPARD :

11 84, je commençais à la ligne 2 et j'allais jusqu'à
12 la ligne 2 de la page suivante. Mais c'était plutôt
13 pour le contexte, parce que ce sont les références.

14 LA PRÉSIDENTE :

15 Non, je veux juste savoir les pages, j'ai compris
16 ce que vous m'aviez dit.

17 Me CLAUDE ARMAND SHEPPARD :

18 Oui.

19 LA PRÉSIDENTE :

20 Et ensuite c'était la page 87, avez vous dit, ligne
21 14?

22 Me CLAUDE ARMAND SHEPPARD :

23 La page, excusez moi. À partir de la ligne 14.

24 LA PRÉSIDENTE :

25 En fait, je pense, Maître Sheppard, que quand vous

1 parlez de la page 84, de la ligne 2 jusqu'à la
2 page... la ligne 2 de la page 85 et que vous sautez
3 à la page 87 par la suite, j'imagine que les pages
4 auxquelles a fait référence maître Crépeau, de la
5 Commission, sont celles qui touchent directement
6 votre client?

7 Me CLAUDE ARMAND SHEPPARD :
8 Oui.

9 LA PRÉSIDENTE :
10 Mais que vous ne les avez pas nommées mais
11 j'imagine que vous voulez que le même sort suive?

12 Me CLAUDE ARMAND SHEPPARD :
13 Absolument.

14 LA PRÉSIDENTE :
15 C'est ça?

16 Me CLAUDE ARMAND SHEPPARD :
17 Oui, oui.

18 LA PRÉSIDENTE :
19 O.K. Merci.

20 Me CLAUDE ARMAND SHEPPARD :
21 Je vous remercie.

22 Me GENEVIÈVE GAGNON :
23 Oui, je serais prête à vous faire mes
24 représentations. Je ne sais pas si maître Crépeau
25 voulait les faire avant, mais c'est à votre choix.

1 Me PAUL CRÉPEAU :

2 (Inaudible).

3 PLAIDOIRIE PAR Me GENEVIÈVE GAGNON :

4 Oui. Merci. J'arrive. Alors, rebonjour. Peut être
5 avant de commencer j'ai... évidemment, je ne
6 repasserai pas à travers la jurisprudence, je pense
7 que le débat a été fait. Il y a certaines décisions
8 sur lesquelles je voulais revenir, uniquement sur
9 des passages qui n'ont pas été couverts dans votre
10 première décision, puisque je vais mettre l'accent
11 sur une distinction par rapport au cas de monsieur
12 Zambito. Vous comprendrez, je l'ai déjà plaidé un
13 peu, le fait qu'il ne s'agit pas, ici, de l'accusé.
14 Alors, je voudrais peut être remettre la
15 documentation de l'accusé, qui est le témoin. Le
16 témoin n'était pas l'accusé. J'ai vu
17 l'interrogation. Alors, je vais remettre la
18 documentation peut être avant de commencer mes
19 représentations. Pour des fins d'efficacité, j'ai
20 une copie de la décision de la Commission. Et j'en
21 avais fait circuler une copie à maître Sheppard,
22 qui devrait les avoir avec lui.

23 Alors, pour commencer je voudrais
24 simplement mentionner qu'effectivement, on est dans
25 le contexte d'une plaidoirie qui suit une

1 ordonnance préventive que vous avez émise. Ceci
2 dit, on est en train de débattre de la possibilité
3 d'une ordonnance permanente, on a commencé avec les
4 représentations de maître Sheppard. On s'entend
5 qu'il a toujours le fardeau de démontrer ce qu'il a
6 à démontrer pour qu'une ordonnance de non
7 publication permanente soit émise sur les parties
8 qu'il voudrait voir protégées.

9 Alors, ce qu'il doit vous démontrer, vous
10 le savez bien aujourd'hui, c'est que les parties du
11 témoignage sur lesquelles il demande une ordonnance
12 de non publication constituent un risque pour la
13 bonne administration de la justice, un risque
14 sérieux et grave, en l'occurrence, ici, sur la
15 tenue d'un procès et donc, la constitution d'un
16 jury impartial.

17 Il doit aussi vous démontrer que cette
18 ordonnance de non publication permanente est le
19 seul moyen pour éviter ce risque et que les
20 avantages de cette ordonnance de non publication
21 sont plus importants, le fait d'obtenir
22 l'ordonnance créerait des avantages plus importants
23 que les inconvénients qu'elle cause, c'est à dire,
24 entre autres, une atteinte à la liberté
25 d'expression et donc, au principe qu'on connaît

1 très bien, de la publicité des débats judiciaires,
2 principalement dans le cadre d'une enquête
3 publique.

4 Alors, pour recadrer le contexte. Dans
5 votre décision rendue dans le cadre du témoignage
6 de monsieur Zambito, vous avez élaboré différents
7 critères, je suggère qu'on en étudie trois,
8 aujourd'hui. D'abord, évidemment, le lien entre les
9 accusations et les sujets abordés dans le cadre du
10 témoignage. Et les sujets abordés dans le cadre du
11 témoignage constitueraient donc cette publicité
12 négative dont on veut éviter, ce qui serait des
13 effets probables de contamination d'un jury.
14 Ensuite, la question de la publicité antérieure,
15 que j'aimerais aborder avec vous, que vous avez
16 également identifiée, et les autres moyens
17 possibles. Mais, avant ça, comme je vous l'ai
18 annoncé, je voudrais revenir plus particulièrement
19 sur la distinction importante à faire entre cette
20 requête ci et la décision que vous avez rendue dans
21 le cadre du témoignage de monsieur Zambito. Et,
22 comme je l'ai dit, c'est que monsieur Zambito, le
23 témoin, donc la personne qui rendait le témoignage
24 dont on voulait obtenir l'ordonnance de non
25 publication, était lui même l'accusé. Et donc,

1 c'était son témoignage qu'on voulait rendre... en
2 fait, ne pas rendre public pour protéger,
3 éventuellement, ses droits à un procès juste et
4 équitable. Pour moi, c'est une différence qui est
5 importante, qui est fondamentale et que la Cour
6 suprême, dans l'arrêt Phillips, a notamment
7 soulignée. Alors, on va le prendre ensemble. Je
8 vous amène, dans l'arrêt Phillips, à la page 82, au
9 paragraphe 120. Je ne reprends pas les faits
10 évidemment de cette décision là que vous
11 connaissez, que vous avez étudiée et citée. On sait
12 que c'était dans un contexte de Commission
13 d'enquête et il s'agissait des deux directeurs de
14 l'usine qui demandaient l'ordonnance de non
15 publication, entre autres. En fait, on discutait du
16 témoignage des deux directeurs de l'usine qui
17 étaient accusés, mais il y avait aussi d'autres
18 témoins potentiels.

19 Alors, au paragraphe, je commence au
20 paragraphe 119 des motifs de monsieur le juge Cory,
21 la deuxième phrase, si vous voulez, on dit :

22 D'un côté, il y a l'intérêt du public
23 dans la tenue d'une enquête prompte et
24 transparente sur une tragédie qui a
25 frappé une importante industrie locale

1 ainsi que l'intérêt du gouvernement
2 dans l'exécution par le commissaire
3 nommé par l'État des tâches que le
4 décret lui a attribuées dont celle de
5 formuler des recommandations
6 susceptibles de prévenir d'autres
7 tragédies.

8 On avait fait état évidemment de l'importance de la
9 commission d'enquête, de la publicité des débats,
10 etc. On est dans le test de balance, si vous
11 voulez :

12 De l'autre côté, il y a le droit des
13 accusés à un procès équitable.

14 On nous dit, on nous parle de l'expérience de
15 l'enquête Grange et le passage qui est mis en
16 ombragé, on nous dit :

17 Ces enquêtes montrent qu'il existe un
18 risque que les jurés soient influencés
19 par des témoignages entendus qui ne
20 sont pas admissibles au procès, mais
21 qui, à cause du peu de formalisme de
22 la procédure, auraient été admis dans
23 le cadre de l'enquête.

24 Plus loin, on dit :

25 C'est particulièrement vrai du

1 témoignage d'accusés à une enquête
2 publique. Ces derniers y sont
3 contraignables, mais ne le seraient
4 certainement pas à leur procès. Leur
5 notoriété qu'ils ont acquise du seul
6 fait d'avoir été inculpés aura
7 sûrement pour résultat que leur
8 témoignage sera largement diffusé.

9 Plus loin dans la décision, on voit que monsieur le
10 juge Cory applique cette distinction là qu'il fait
11 entre les accusés et d'autres types de témoignages,
12 puis on le verra plus loin, monsieur le juge Gomery
13 dans la décision que vous aviez citée aussi a fait
14 ce même type de distinction.

15 Alors, je vous amène pour le moment à la
16 page 100 de la décision Phillips, aux paragraphes
17 161 et 162. 161, on est dans l'analyse factuelle
18 des témoignages des deux personnes en question et
19 des autres témoins. On nous dit :

20 À mon avis, les audiences de l'enquête
21 Westray ne mettraient pas en danger de
22 manière inacceptable le droit à un
23 procès équitable que l'article 11 d)
24 garantit aux directeurs intimés.
25 Souvent, la publicité dont ont fait

1 l'objet les témoignages rendus à une
2 enquête aura peu d'effet sur les
3 futurs jurés. Il peut s'agir d'un
4 effet passager qui disparaîtra
5 rapidement, comme on oublie vite les
6 détails d'un fait d'actualité. Au bout
7 de quelques jours à peine, le souvenir
8 des reportages sur les témoignages
9 entendus dans le cadre de l'enquête se
10 sera estompé sinon effacé. La
11 probabilité d'un effet préjudiciable
12 sur le droit à un procès équitable
13 peut être très faible en effet. Une
14 nouvelle de peu d'importance noyée
15 dans la mer d'informations diffusées
16 quotidiennement par les médias.
17 Toutefois,
18 et on voit ici la différence
19 la situation est tout autre dans le
20 cas de la publication du témoignage de
21 deux directeurs accusés. De toute
22 évidence, tout ce qu'ils diront aura
23 des répercussions beaucoup plus
24 grandes que le témoignage de nombre
25 d'autres témoins. Il est tout à fait

1 possible que les médias y prêtent
2 beaucoup d'attention et que les futurs
3 jurés s'en souviennent. Pourtant, en
4 tant qu'accusés les directeurs ne
5 peuvent en aucun cas être contraints
6 de témoigner à leur procès. La
7 publication de leur témoignage à
8 l'enquête pourra signifier que les
9 futurs jurés ont pu prendre
10 connaissance de témoignages qui ne
11 leur seraient jamais donnés d'entendre
12 au procès. Si on y ajoute le fait que
13 ce sont les accusés eux mêmes qui les
14 auraient rendus, il serait difficile
15 pour les jurés, malgré leurs bonnes
16 intentions et les meilleures
17 directives du juge du procès, de les
18 écarter et de ne pas en tenir compte
19 au moment de délibérer. En ce qui
20 concerne ces témoignages, il existe un
21 risque grave nettement discernable que
22 le droit des deux accusés à un procès
23 équitable soit mis en danger.

24 Alors, je vous sou mets que dans cette décision la
25 Cour suprême a fait la distinction entre un

23 All three applicants request that the
24 publication ban should be made to
25 apply not only to their own testimony.

1 But also to the testimony of others
2 which relate to the criminal charges
3 they are facing.

4 Un petit peu plus loin dans la partie ombragée, on
5 nous dit, il nous dit :

6 But for now I will say for reasons
7 that will be explain later that I am
8 not convince that there is any
9 justification for a publication ban
10 with respect to the evidence introduce
11 by persons other than the applicants
12 themselves.

13 Et le plus tard, on va y arriver. Alors, à la page
14 5, il met l'emphase sur le fait que, bon,
15 principalement la responsabilité d'assurer un
16 procès juste et équitable appartient au juge du
17 procès. Et c'est plutôt à la page 8, aux pages 8 et
18 9 que monsieur le juge Gomery réfère à l'arrêt
19 Phillips et aux passages que je viens de vous
20 souligner de l'arrêt Phillips, sur le fait que la
21 publicité peut avoir un effet passager, hein, dans
22 l'esprit de la population. Et au haut de la page 9,
23 monsieur le juge Gomery mentionne :

24 It is on the basis of this passage
25 that I have concluded that there is no

1 justification for a publication ban
2 with respect to the evidence produce
3 by persons other than the applicants
4 themselves.

5 Par contre, il dit que c'est différent pour les
6 accusés en l'espèce.

7 Je vais faire le lien entre cet élément et
8 le facteur qui est justement le lien entre les
9 accusations et le témoignage qui a été rendu, tout
10 ça pour nous amener à réfléchir sur la probabilité
11 que le témoignage de madame Toupin ou les extraits
12 du témoignage de madame Toupin qui sont contestés
13 ici, qui sont en discussion ici, puissent avoir un
14 réel effet sur un jury éventuel parce que c'est ça
15 la question qu'on doit se poser.

16 Ce n'est pas : est ce que ces parties de
17 témoignage là sont incriminantes. Ce n'est pas :
18 est ce que ces parties de témoignage là font partie
19 de la preuve de la Couronne. La question qu'on doit
20 se poser : est ce que ces parties de témoignage là,
21 si elles étaient diffusées en public, auraient
22 l'effet de contaminer un jury potentiel à ce point
23 qu'il serait impossible de former un jury impartial
24 pour entendre ce procès là.

25 Alors, je vous ramène maintenant, pour ne

1 pas apporter un cahier de jurisprudences trop
2 épais, je vais référer, si vous permettez, même aux
3 extraits de votre décision où vous avez citée
4 certains passages à la page 10 de votre décision
5 concernant monsieur Zambito, vous aviez fait
6 référence à un passage de la décision de monsieur
7 le juge Vauclair dans l'affaire du Groupe TVA
8 contre Auclair. Et je parle particulièrement à la
9 toute fin de la citation à la page 10, la dernière
10 phrase où monsieur le juge Vauclair mentionnait :

11 Évidemment, plus la preuve met en
12 lumière des faits concrets...

13 Ça va. Alors :

14 [...] plus la preuve met en lumière
15 des faits concrets par opposition à
16 des affirmations générales à des
17 affirmations générales, plus
18 l'inférence d'un impact sur les droits
19 en cause sera probante.

20 On est toujours en train de se demander qu'est ce
21 qui va nous amener à penser qu'un jury pourrait
22 être contaminé.

23 Alors, ce que je vous sou mets, c'est que le
24 témoignage qu'a rendu la témoin Toupin était
25 d'abord très général, était surtout constitué de

1 technicalités sur l'appel d'offres, sur la façon
2 dont ça se passait. On va y revenir plus tard. Il y
3 avait beaucoup de ces éléments là qui étaient déjà
4 publics et elle l'a dit d'ailleurs, elle a fait
5 attention dans la façon dont elle témoignait pour
6 faire la distinction entre ce qui était public et
7 ce qui ne l'était pas.

8 Et donc, chaque passage qui sont soulignés
9 par maître Sheppard ont été faits de cette même
10 façon, dans un témoignage qui n'est pas très très
11 concret sur ce qui va être mis en preuve
12 éventuellement au procès. Alors, au niveau du lien
13 à faire entre les accusations et le témoignage qui
14 a été rendu est de penser que ce témoignage là,
15 s'il était rendu public, pourrait contaminer
16 éventuellement suffisamment de personnes au Québec
17 pour qu'on ne puisse constituer un jury impartial.
18 Je pense qu'on est... on est très loin de pouvoir
19 arriver à cette conclusion là.

20 Ça nous amène à parler de l'autre élément,
21 de l'autre facteur que vous avez soulevé dans votre
22 décision, c'est à dire la publicité antérieure, une
23 publicité antérieure sans entrave. Je comprends
24 l'argument de maître Sheppard, puis je crois même
25 qu'on en a déjà discuté ici, à l'effet que s'il y a

1 une publicité antérieure, ce n'est pas
2 nécessairement une raison pour dire « on ne va pas
3 examiner la situation et puis on ne va pas voir
4 s'il y a lieu ou pas de protéger ce témoignage
5 ci ».

6 Cependant, on ne peut pas nier le fait
7 qu'il y a des faits qui ont déjà été rendus
8 publics. Et comment est ce que, à mon avis, je vous
9 le sou mets, on devrait analyser cette publicité
10 antérieure là, c'est de déterminer : en fait, est
11 ce qu'il y a un lien de causalité? C'est un petit
12 peu ça la question. Est ce qu'on est capable de
13 déterminer que ce témoignage là de madame Toupin,
14 par rapport à tout ce qui a déjà été publié sur
15 monsieur Zampino et sur les accusations et sur le
16 projet Faufil, et caetera, est ce que la nature du
17 témoignage qui a été rendu, toujours dans un
18 contexte où c'était très général et pas très
19 précis, ça aura réellement cet impact là dans un
20 contexte, et on ne peut pas le nier, où il y a
21 beaucoup déjà d'information qui est public et qui
22 est réitéré par les médias.

23 Les médias peuvent réitérer cette
24 information là, elle est publique, et à partir du
25 moment où on parle du projet Faufil, elle est

1 réitérée cette information là. Alors, je pense que
2 c'est comme ça qu'il faut penser la question de la
3 publicité antérieure.

4 Maintenant, je vous ai remis ici tout à
5 l'heure deux articles de journaux. Je n'ai pas
6 voulu ramener là tout ce qui a été publié sur
7 l'affaire du Faubourg Contrecoeur. On s'entend que
8 ça a été d'abord et avant tout une enquête
9 journalistique. J'ai choisi, j'ai ciblé deux
10 articles qui, à mon avis, viennent là...
11 proviennent de sources qui sont en plus autres que
12 des sources journalistiques. Le premier article
13 réfère à l'arrestation par l'escouade Marteau de
14 monsieur Zampino et de tous les autres accusés dans
15 cette affaire là et on fait état, à la fin de la
16 première page et au début de la page suivante, de
17 propos tenus par la Sûreté du Québec lors de la
18 conférence de presse donnée au moment de
19 l'arrestation. Évidemment ça a été couvert, ça a
20 été couvert amplement. Peut être juste en faire la
21 lecture rapidement. On nous dit :

22 Zampino, présumée tête dirigeante du
23 réseau. En conférence de presse, la Sûreté
24 du Québec a indiqué que le stratagème en
25 cause permettait à M. Zampino et à M.

1 Filion de profiter d'avantages personnels
2 en échange d'informations privilégiées
3 fournies au groupe Catania sur un appel
4 d'offres à venir, au détriment d'autres
5 soumissionnaires.

6 M. Zampino, a t on précisé, a profité
7 « d'avantages monétaires et de cadeaux
8 autres. »

9 Selon le chef du service d'enquête sur la
10 corruption de la SQ, l'inspecteur Denis
11 Morin, le stratagème mis au jour a permis
12 de réaliser une fraude de un million de
13 dollars (1 M\$) au détriment de la SHDM.

14 « Un montant d'argent a été donné à un
15 parti politique », a t il aussi précisé,
16 sans donner plus de détails.

17 « M. Zampino [...], pour nous, c'est la
18 tête dirigeante du stratagème. Il a utilisé
19 son influence pour s'assurer que des
20 données soient transmises à Construction
21 Frank Catania et, dans une certaine mesure,
22 il s'est assuré [...] que des actions
23 soient prises. »

24 Et on nous dit que ça vient, cette citation là, de
25 l'inspecteur Denis Morin. Alors, ce que je vous

1 soumets, c'est que quand on a déjà, dans le domaine
2 public, dans le cadre d'une conférence de presse,
3 la Sûreté du Québec qui a fait ce type de
4 déclaration, que les déclarations, si on met en
5 contexte les parties du témoignage de l'inspecteur
6 Toupin d'hier, et qu'on se demande est ce que ces
7 parties là de témoignage pourraient éventuellement
8 influencer un jury, est ce que c'est causal par
9 rapport à tout ce qui est déjà dans le domaine
10 public, je vous soumets que non. Je vous soumets
11 que ce n'est pas ça qui fait quelque différence que
12 ce soit, que sans même la publicité antérieure ça
13 ne ferait pas cette différence là, mais qu'en plus,
14 étant donné la publicité antérieure, ce n'est pas
15 le cas.

16 L'autre article, bien, effectivement, je ne
17 pense pas que ça vaut la peine qu'on s'y attarde
18 très longuement mais c'est pour rappeler aussi que
19 ce n'est pas la première fois qu'on parle de
20 monsieur Zampino, même dans le cadre de cette
21 commission d'enquête ci, qu'il y a des témoignages
22 publics qui ont été rendus, qu'il y a des choses
23 qui ont été dites le concernant qui ont pu marquer
24 l'imaginaire peut être plus que, et je ne dis pas
25 que c'est causal ou pas là, mais par rapport au

1 témoignage, je compare toujours par rapport au
2 témoignage de madame Toupin, bien je pense qu'il
3 faut en tenir compte.

4 Le fait également bien sûr que monsieur
5 Zampino est un officier public, bien c'est sûr que
6 ça fait partie de tout ce contexte là et que cette
7 publicité là, au niveau des arrestations, elle est
8 contemporaine. Les arrestations ont eu lieu en mai
9 dernier donc c'est de la publicité qui est assez
10 contemporaine et qui est réitérée.

11 Alors, finalement, sur la question d'autres
12 mesures raisonnables, bien, en fait, c'est
13 simplement pour rappeler, puis je pense que vous
14 l'avez bien pris en compte dans votre décision,
15 mais j'aimerais référer justement au paragraphe 83
16 de la décision que vous avez rendue où vous référez
17 encore au motif de Monsieur le juge Cory dans
18 l'affaire Phillips et en mentionnant que le juge
19 Cory admet que dans certaines situations rares, une
20 réparation devrait être accordée sous la forme
21 d'une ordonnance de non publication ou d'un arrêt
22 des procédures criminelles. Ici on parle de
23 l'ordonnance de non publication mais j'insiste sur
24 le fait que ce sont des situations rares et que
25 pour que ces situations là rares se produisent, il

1 faut remplir le fardeau et il faut que ce lien là
2 soit établi de manière très étroite et que ça soit
3 causal.

4 Alors juste voir, je veux juste voir si
5 j'avais des représentations spécifiques sur les
6 différents passages mais je pense que j'ai presque
7 terminé. Alors voilà, essentiellement les
8 représentations de maître Sheppard étaient à
9 l'effet que les passages qu'il vous a identifiés
10 permettent de voir quelles sont les prétentions de
11 la Sûreté du Québec ou, en fait, ce qu'on peut
12 déduire du témoignage de ce que pourrait être la
13 thèse de la Sûreté du Québec à procès. Avec égard,
14 ce n'est pas ça le critère qu'on vous demande
15 d'analyser, c'est plutôt ce que je viens de vous
16 présenter. Voilà. Merci.

17 LA PRÉSIDENTE :

18 Est ce que quelqu'un d'autre... Maître Bantey?

19 PLAIDOIRIE DE Me MARK BANTEY :

20 Très rapidement, j'aimerais soulever deux ou trois
21 points. Premièrement, maître Sheppard a fait
22 référence à la mémoire des candidats jurés qui vont
23 peut être se rappeler du témoignage de madame
24 Toupin rendu au mois de janvier deux mille quatorze
25 (2014). Je vous rappelle qu'un accusé a droit à un

1 jury impartial et non pas un jury qui n'ont pas,
2 qui n'ont aucune connaissance des faits.

3 Le fait que des candidats jurés aient une
4 connaissance des faits ne les rend pas inaptes à
5 siéger sur un jury. La question est de savoir s'ils
6 peuvent se départir de l'information qu'ils ont
7 déjà et rendre une décision uniquement sur la
8 preuve.

9 Je pense que si vous donnez raison à maître
10 Sheppard, là, vous allez créer un précédent
11 dangereux parce que si vous lui donnez raison, tous
12 les accusés vont venir devant vous pour demander
13 une ordonnance de non publication sur la mention de
14 leur nom et aussi du contexte. Et si tous les
15 accusés font ça, à ce moment là, le caractère
16 public de la Commission risque d'être mis en péril.

17 Ce n'est pas un critère pour émettre une
18 ordonnance de non publication le seul fait que le
19 nom est mentionné. Il faut que le témoignage en
20 question soit tellement percutant, comme vous
21 l'avez mentionné dans votre propre décision qu'il
22 va empêcher la cour supérieure de former un jury
23 impartial.

24 C'est l'expression que vous avez utilisée
25 dans votre décision. L'information tellement

1 percutante qu'elle ne peut pas, qu'elle va nous
2 empêcher de former un jury impartial.

3 Les témoignages, le témoignage de madame
4 Toupin est tout à fait général. Et je vous sou mets
5 qu'il ne contient aucun élément qui risque de
6 mettre en péril le droit de monsieur Zampino à un
7 procès équitable.

8 Je reprendrai rapidement les pages qu'il a
9 citées. À la page 84, tout ce que le témoin fait
10 c'est d'identifier les accusés. À la page 86, on
11 nous indique que monsieur Frank Zampino avait des
12 communications constantes avec Martial Fillion. Il
13 n'y a rien là qui puisse causer un danger à son
14 droit à un procès équitable.

15 À la page 87, on dit tout simplement que
16 monsieur Trépanier parle à monsieur Zampino. Ça va
17 de soi. On ne fait pas part de la nature des
18 discussions, on n'indique pas, il n'y a aucun
19 détail. C'est juste le fait qu'ils ont des
20 discussions.

21 À la page 88, le témoin indique qu'on a
22 demandé à monsieur Trépanier de quitter ses
23 fonctions parce qu'il se trouvait trop souvent dans
24 le bureau de monsieur Zampino, encore une fois. Le
25 témoin n'indique pas quelle était la nature de

1 leurs discussions.

2 Pages 90, 91, on nous indique qu'il était
3 président du comité exécutif et qu'il avait des
4 communications directement avec Marcel Fillion.
5 Pourquoi? Parce que le SHDM relevait du comité
6 exécutif. Il n'y a rien là qui puisse nuire au
7 droit à un procès équitable.

8 Page 92, tout ce qu'il y a à la page 92,
9 c'est la mention du nom de monsieur Zampino. Aucun
10 contexte. À la page 96, on indique que monsieur
11 Zampino remplace monsieur Farinacci par Martial
12 Fillion pour faire la transaction de Contrecoeur.
13 Mais encore une fois on n'indique pas les raisons.

14 Le témoin a bien fait attention de ne pas
15 entrer dans les détails et de garder son témoignage
16 général. Et quant au PowerPoint, monsieur, le
17 procureur de monsieur Zampino demande une
18 ordonnance de non publication sur la page
19 intitulée : « Principaux acteurs », c'est la liste
20 des accusés qui est publique.

21 Résumé du stratagème, c'est un... C'est
22 encore une fois un résumé des accusations qui sont
23 déjà publiques. Alors je ne vois pas pourquoi une
24 ordonnance de non publication devrait être imposée
25 sur le témoignage de madame Toupin, qui est tout à

1 fait général, ou sur le PowerPoint. Merci beaucoup.

2 PLAIDOIRIE DE Me ÉRIC MEUNIER :

3 Bonjour. Alors je ne ferai pas le... Mes confrères
4 ont déjà pas mal tout couvert, j'arrive en
5 troisième, je vais être très bref, tout simplement
6 pour vous mentionner que, évidemment, mes clients
7 sont tout à fait d'accord avec les représentations
8 qui ont été faites par ma consœur et mon confrère.
9 La liasse de documents que je vous ai remise, ce
10 sont également des articles où vous allez retrouver
11 de l'information de deux natures. C'est de
12 l'information qui a été rapportée sur monsieur
13 Zampino dans le cadre de témoignages qui ont été
14 présentés devant vous, et d'autre part par des
15 sources policières lors de l'arrestation en mai
16 deux mille douze (2012). Ce n'est pas de
17 l'information qui date d'excessivement longtemps,
18 c'est quand même de l'information qui est
19 relativement contemporaine. C'était simplement pour
20 commenter de quoi il s'agit.

21 Pour le reste, je vous demande également de
22 rejeter, de lever l'interdiction dans la totalité
23 sur le témoignage de madame Toupin. Merci.

24 LA PRÉSIDENTE :

25 Est ce que le DPCP veut intervenir?

1 Me CATHERINE DUMAIS :

2 Non, au contraire, j'ai indiqué à mon confrère que
3 sur cette requête ci on n'aura pas d'intervention.
4 On va réserver nos commentaires.

5 LA PRÉSIDENTE :

6 Ce serait bien que ce soit indiqué formellement.

7 Me CATHERINE DUMAIS :

8 Effectivement. Compte tenu que notre position
9 visait seulement le nom d'un tiers innocent, et que
10 les médias n'ont pas contesté notre demande, on n'a
11 pas de commentaires supplémentaires.

12 PLAIDOIRIE DE Me PAUL CRÉPEAU :

13 Madame la Présidente, Monsieur le Commissaire, je
14 n'ai pas l'intention de reprendre tous les
15 principes. La Commission l'a déjà, dans un jugement
16 rendu le huit (8) novembre dernier, a déjà repris
17 l'ensemble de ces différents critères là qui
18 proviennent de jurisprudence principalement de la
19 Cour suprême.

20 Essentiellement, je pense qu'on doit en
21 arriver au test, parce que le grand principe
22 demeure la publicité des procédures, il ne faut pas
23 l'oublier, c'est la règle. On en arrive à la mise
24 en balance lorsqu'on doit confronter les deux
25 grands principes, et on nous dit à ce moment ci que

1 l'ordonnance de non publication ne doit être rendue
2 que si elle est nécessaire pour écarter le risque
3 réel et important que le procès soit inéquitable,
4 et deuxièmement, que ses effets bénéfiques sont
5 plus importants que ses effets préjudiciables sur
6 la libre expression de ceux qui sont touchés par
7 l'ordonnance.

8 Il est évident que dans le mandat de cette
9 commission, la Commission doit être sensible et
10 doit voir à protéger les enquêtes en cours, et
11 évidemment les procès... les enquêtes en cours et
12 les procès à venir, c'est évident. Mais il y a
13 moyen, compte tenu de l'ensemble des principes
14 retenus par la Cour suprême, et surtout du
15 témoignage que madame Toupin nous a rendu ici, de
16 tout mettre ça en balance et en arriver à la
17 conclusion qu'il n'y a pas lieu, dans ce cas ci, je
18 crois, de caviarder quoi que ce soit, tel qu'en
19 fait la demande de monsieur Zampino.

20 En effet, lorsqu'on regarde, il va
21 falloir... Il ne faut pas oublier que le procès est
22 prévu pour dans plusieurs mois d'ici. On n'est pas
23 dans quelques semaines, comme c'était dans le cas,
24 dans l'affaire de la Commission d'enquête...

1 LA PRÉSIDENTE :

2 En fait on ignore, on ignore quand le procès se
3 tiendra. Tout ce qu'on sait, c'est que dans la
4 meilleure des perspectives, il pourrait être tenu
5 en janvier deux mille quatorze (2014).

6 Me PAUL CRÉPEAU :

7 Et, votre expérience aidant, on sait très bien que
8 de si longs procès que ça, c'est difficile à
9 céduer, mettre tout le monde en place, avec les
10 agendas de tout le monde. Alors au mieux, ça sera
11 déjà une nouvelle qui sera vieille, rendu à ce
12 moment là.

13 Il ne faut pas oublier aussi qu'il y a
14 toute la confiance qu'on doit faire à l'institution
15 du jury, aux membres du jury, aux directives, tout
16 ce qu'un juge du procès qui doit, lui, voir à
17 l'intérêt des accusés, peut faire pour protéger ce
18 témoignage là.

19 Compte tenu de l'ensemble des publications
20 de la publicité antérieure, libre d'entrave, qui a
21 déjà été faite dans ce cas ci, il est difficile de
22 voir, dans le témoignage de madame Toupin, quoi que
23 ce soit qui puisse entacher l'esprit des jurés. Et
24 je n'ai pas l'intention de reprendre tous les
25 critères, mais j'ai beaucoup plus l'impression...

1 Je veux vous laisser sur cette citation que j'ai
2 retrouvée dans l'affaire Guité. Votre collègue, le
3 Juge Fraser Martin, qui terminait en parlant de la
4 nouvelle, la nouvelle du jour :

5 It used to be said that in the days
6 where the media was basically a
7 printed media, that today's newspaper
8 we use to wrap tomorrow's fish.

9 Je pense que c'est la nature de cette nouvelle ci,
10 et je pense que ça peut très bien permettre de
11 rejeter la demande telle qu'elle est formulée par
12 maître Sheppard.

13 LA PRÉSIDENTE :

14 Maître Sheppard, vous n'avez pas besoin de
15 répliquer!

16 Me CLAUDE ARMAND SHEPPARD :

17 Madame la Présidente, j'ai dit ce que j'avais à
18 dire.

19 LA PRÉSIDENTE :

20 Merci, Maître Sheppard. Alors, je rendrai... nous
21 rendrons cette décision certainement pas
22 aujourd'hui, fort probablement lundi. Est ce que ça
23 va aux parties?

24 Me GENEVIÈVE GAGNON :

25 Certainement. J'ai peut être une petite demande par

1 exemple.

2 LA PRÉSIDENTE :

3 Oui.

4 Me GENEVIÈVE GAGNON :

5 Étant donné qu'il n'y avait pas de contestation sur
6 la partie du témoignage de madame Toupin d'hier...

7 LA PRÉSIDENTE :

8 Oui.

9 Me GENEVIÈVE GAGNON :

10 ... est ce que c'est possible, évidemment selon
11 votre discrétion, mais de lever tout de suite
12 l'interdit de publication...

13 LA PRÉSIDENTE :

14 Oui, oui, c'était...

15 Me GENEVIÈVE GAGNON :

16 ... sur le témoignage d'hier? Ce serait apprécié.

17 LA PRÉSIDENTE :

18 Oui, effectivement.

19 Me GENEVIÈVE GAGNON :

20 D'avant hier!

21 LA PRÉSIDENTE :

22 Alors, comme il y a... c'est à dire...

23 Me GENEVIÈVE GAGNON :

24 D'hier. Pardon.

25

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Attendez. C'est ça. Alors, donc c'est dans le
3 témoignage du vingt trois (23) janvier qui est donc
4 d'hier. C'est celui... Êtes vous certain que c'est
5 celui d'hier ou c'est celui du vingt deux (22)
6 janvier qui ne fait l'objet d'aucune contestation,
7 sauf le nom de monsieur Saint Onge? Attendez, je
8 vais vous dire ça.

9 Me GENEVIÈVE GAGNON :

10 En fait, c'est celui du vingt trois (23) janvier
11 qui ne fait l'objet d'aucune contestation, à ce que
12 je comprends, c'est celui d'hier. Le nom de
13 monsieur Saint Onge était dans celui d'avant hier.

14 LA PRÉSIDENTE :

15 Oui.

16 Me GENEVIÈVE GAGNON :

17 Le vingt deux (22).

18 LA PRÉSIDENTE :

19 Du vingt deux (22). Oui, c'est ça.

20 Me GENEVIÈVE GAGNON :

21 C'est ça.

22 LA PRÉSIDENTE :

23 C'est ça. Vous avez raison. Donc, en ce qui
24 concerne le témoignage...

25

1 Me MARK BANTEY :

2 Madame la Présidente, avec votre permission,
3 j'aurais une autre demande à faire. Est ce qu'on
4 pourrait aussi libérer les cautions du témoignage
5 du vingt deux (22) janvier qui ne font pas l'objet
6 de la demande de maître Sheppard et les pages qui
7 ont été discutées aujourd'hui demeurent assujetties
8 à une ordonnance de non publication, mais les
9 autres pages, on va lever l'ordonnance de non
10 publication. C'est la demande que je vous fais.

11 LA PRÉSIDENTE :

12 Je n'ai pas d'objection de principe à faire ça,
13 mais avec motifs à suivre. O.K. Alors, donc la
14 Commission lève l'ordonnance du témoignage de
15 madame... Non. Je vais plutôt... je vais réfléchir
16 à ce que vous venez de me proposer parce que je
17 réfléchis tout haut. Et si je lève tout le
18 témoignage, sauf les parties qui sont concernées
19 par maître Sheppard et plus particulièrement par
20 monsieur Zampino, j'ai peur de l'effet que cela
21 créerait en libérant seulement par la suite les
22 passages qui concernent monsieur Zampino, alors que
23 si la décision est de libérer le tout, chose que je
24 n'ai pas encore décidé, que nous n'avons pas encore
25 décidé, je préférerais le faire dans son ensemble

1 plutôt que de libérer une portion tout de suite et
2 seulement les passages qui concernent monsieur
3 Zampino, advenant le fait que ce serait cette
4 décision là qui devrait être prise. Je trouve que
5 ça créerait un effet...

6 Me MARK BANTEY :

7 Vous avez parfaitement raison. Merci.

8 LA PRÉSIDENTE :

9 Oui. Hein! O.K. Alors, donc pour ce qui est du
10 témoignage du vingt trois (23) janvier dernier, le
11 tribunal lève l'interdiction de non publication
12 avec motifs à suivre. Et quant au témoignage du
13 vingt deux (22) janvier, le tribunal le rendra...
14 prend la décision... l'objection sous réserve.
15 Pardon. Le témoignage de madame Isabelle Toupin.

16 Nous allons suspendre pour remettre en
17 audience.

18 SUSPENSION DE L'AUDIENCE

19

1 SERMENT

2 Nous, soussignés, ODETTE GAGNON et DANIELLE
3 BERGERON sténographes officielles, certifions que
4 les feuilles qui précèdent sont et contiennent la
5 transcription d'un enregistrement numérique, hors
6 de notre contrôle et est au meilleur de la qualité
7 dudit enregistrement, le tout conformément à la
8 loi.

9

10 Et nous avons signé,

11

12

13

14 Odette Gagnon (Tableau #202129 3)

15 Sténographe officielle

16

17

18

19 Danielle Bergeron (Tableau #289077 1)

20 Sténographe officiel